

Argentine info 63

6^{ème} année.

(Fin de rédaction, 5 septembre 2011)

Présentation générale

L'hiver austral rigoureux dans la zone de la capitale, l'inflation et la campagne pour les élections présidentielles (unanimité des grands courants politiques pour ignorer les problèmes sociaux tragiques du quotidien et du court et long terme) ont en quelque sorte en partie gelé le climat social.

Du coup, cela permet de donner un éclairage sur deux déséquilibres fondamentaux de la société argentine: les luttes dans l'univers carcéral et les peuples originaires et leurs droits.

Une façon d'aborder par ricochet les problèmes essentiels, exacerbés par le néo libéralisme.

Contenu

C

1) Les luttes dans l'univers carcéral

1 – 1 Amnesty international extraits du rapport 2011

1 – 2 Bulletin pour la liberté

1 – 3 Prisons déglinguées – prisons infligeant une mort indigne Rapport (anti) carcéral 2010-2011

1 – 4 Dans le pays des droits de l'homme. Réprime et tu régneras

1 – 5 le quotidien carcéral

2) Les peuples originaires et leurs droits

2 – 1 Amnesty international extraits du rapport 2011

2 – 2 Les touristes françaises assassinées

2 – 3 Tucumán les Quilmes ne connaissent pas la paix.

2 – 4 Communauté indigène toba qom La Primavera "Nous avons tous gagné"

Les luttes dans l'univers carcéral

1 – 1 *Amnesty international extraits du rapport 2011-édition en castillan-* (extraits plus complets que dans l'Argentine info 60-61 du 18.05.11).

Torture et mauvais traitements

Le Comité des Droits de l'homme de l'ONU, le Comité de l'ONU des Droits de l'Enfant et la Commission interaméricaine de Droits de l'homme ont exprimé leur profonde préoccupation au vu des rapports sur la torture et autres mauvais traitements dans les prisons y commissariats de police, surtout dans les provinces de Buenos Aires et de Mendoza. En janvier [2010] les législateurs de la provincia du Chaco ont autorisé un Mécanisme provincial de prévention de la torture; cependant, à la fin de l'année un mécanisme national similaire n'avait pas encore été institué, comme l'exige le Protocole facultatif de la Convention de l'ONU contre la torture.

Police et forces de sécurité

On a appris que les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force qui a débouché sur des blessures et de morts de personnes. Lors de deux incidents distincts survenus en juin et en octobre dans en la province de Rio Negro, deux adolescents sont morts par des balles de la police.

Le 15 février, la police a violemment dispersé un rassemblement d'habitants de la ville d'Andalgalá, dans la province de Catamarca, contre l'exploitation minière à ciel ouvert dans la zone. Quelques heures plus tard, des milliers de personnes se sont réunies sur la place de la localité

À la dizaine de lutteurs sociaux assassinés dans les rues ou sur les routes du pays en 2009, il faut ajouter plus de deux cents cas de gâchette facile au cours de 2010 et des centaines de personnes privées de leur liberté mortes dans des conditions discutables ou, quand ce n'est pas le cas, explicitement à cause des tortures appliquées par la police.

De plus, nous ne pouvons oublier la disparition de Julio López⁴ et de Luciano Arruga, l'assassinat de Silvia Suppo et les multiples cas de militants sociaux arrêtés et jugés pour différentes raisons. Tout ceci pendant les huit ans du gouvernement kirchnériste.

D'autre part, tous les ans des dizaines de femmes et de jeunes filles disparaissent à cause de la traite de personnes; on les séquestre, on les oblige à se prostituer et on les condamne à vivre dans des conditions lamentables, éloignées de leurs familles, de chez elles, de leurs êtres chéris⁵.

Pour compléter le panorama, il faudrait se référer aussi à la violation systématique des droits des peuples originaires, rabaisés et violés à plusieurs reprises par les polices provinciales, militaires, les gendarmes ou des civils, privés, propriétaires, etc.

Enfin, il faut rappeler les agissements violents des maîtres de grands champs cultivés qui expulsent les habitants de lieux reculés et de plus en plus petits, en faisant subir aux paysans des fumigations avec des agro toxiques, ce qui entraînent de multiples conséquences sur la santé: malformations, cancers et problèmes de reproductions, entre autres. [...]

Après une évocation de faits récents évoqués dans Argentine info survenus en 2010 et 2011 les auteurs citent Correpi, *Coordination contre la répression policière et institutionnelle*: "C'est un gouvernement qui adapte son discours aux événements. Si la police tue dans les provinces de Neuquén ou Río Negro; ou si la gendarmerie réprime des chômeurs dans la province de Salta, le discours est régionaliste. Et il envoie dans chaque coin du pays un délégué du Secrétariat aux droits de l'homme pour contrôler la victime. Une manière progressiste de jeter la pierre et de cacher la main". [...]

Il y a quelques jours un autre fait a malmené le prétendue défense des droits de l'homme lorsque, une fois encore, une occupation de terre [spontanée de sans toit pour s'y faire des bidonvilles] s'est soldée par des tués, des cas d'asphyxie [jet de lacrymogène] et de répression. Trois occupants y un policier ont été assassinés dans la capitale de Jujuy, Libertador General San Martín, sur des terrains de l'entreprise Ledesma, bras industriel de la dictature "civico-militaire"⁶ de 1976-1983.

La police provinciale a nié avoir utilisé des balles de plomb et, alors, a renvoyé la responsabilité sur la sécurité privée de l'entreprise Ledesma. Cependant, la *Corriente Clasista y Combativa*, organisation appuyant la prise de terre comme solution au problème du logement, a dénoncé le fait que les deux forces sont intervenues dans l'évacuation violente.

Une fois de plus le gouvernement national ignore ses responsabilités. [...]

Ce n'est pas un policier [qui commet un délit], c'est toute l'institution [...]

Centres de concentration en démocratie [...]

... à partir des cas que notre agence a enregistrés l'année dernière, nous pouvons parler pour la province de Santa Fe de 24 personnes assassinées dans des centres de détention et de 133 dans la province de Buenos Aires. Un exemple de plus que la violence perpétrée par l'État n'a pas de frontières politiques: le résultat est le même dans une province dirigée par un gouvernement K, que dans une commandée par le socialisme de Binner.

⁴ Disparu par la dictature, et après son témoignage accablant contre le premier commissaire de police jugé pour crimes de lèse humanité disparu depuis le 18 septembre 2006, sans aucune piste valable et sans juge fixe grâce à la négligence volontaire des présidents Kirchner.

⁵ En outre, de nombreux enfants des deux sexes et de jeunes femmes boliviens sont expédiés chaque année par dizaines de milliers dans les bordels argentins. Le président Evo Morales (les morales, littérairement) partisan des mines à ciel ouvert est au-dessus de ses "babioles".

⁶ Terme officiel des fascistes catholiques argentins, soutenus par le prix Nobel de la Paix 1973 Henri Kissinger (et sa CIA), indirectement la France de Giscard d'Estaing (avec les élèves des spécialistes de la torture en Algérie, Aussarresses et Trinquier) et Israël (voir Argentine info N° 29,13.12.07; N° 62, 28.06.11).

Ces tortures sont dénoncées par notre agence et apparaissent dans le bilan (anti)carcéral effectué au début de cette année où, dans le Bulletin pour la Liberté, nous avons indiqués: "Les chiffres officiels montrent que durant la gestion de ce courant politique du péronisme [le Modèle Kirchner] la quantité d'hommes y femmes enfermés a triplé pour atteindre plus de 66.000. Ils signalent également que le kirchnérisme a aisément dépassé tous ces prédécesseurs de la post dictature en arrêtant des gens à cause de leur lutte, comme Roberto Martino et La Galle⁷, et il a expulsé, comble d'arrogance, vers leurs pays respectifs des camarades paraguayens et chiliens".

1 – 5 Le quotidien carcéral

700 détenus des pavillons évangélistes en grève de la faim (Unité 9 de La Plata, 10.0811). Ils protestent contre le manque de soins médicaux, d'eau potable et de chauffage [hiver austral], fenêtres sans carreaux, alimentation insuffisante, lenteur judiciaire, surpopulation, etc.

Comme La Plata est la capitale de la province de Buenos Aires, ... la situation des autres prisons est aisée à imaginer.

Le bulletin de Correpi, n° 622, du 30.08.11, indique une "perle" du collier d'infamies des présidents de la république argentine.

"Sera puni par la réclusion ou l'emprisonnement de trois à huit ans la personne qui organiserait ou prendrait part à des groupes permanents ou transitoires ayant comme objectif principal ou accessoire d'imposer ses idées ou de combattre celle des autres par la force ou la terreur, du fait même d'être membre cette association."

Cet article 213 bis a été introduit dans le code pénal par le "grand démocrate" Arturo Illia (UCR, du parti radical) en 1964, et modifié par une augmentation de peine par Perón dix ans plus tard, dans l'ensemble des "lois antisubversives".

2) les peuples originaires et leurs droits

2 – 1 Amnesty international extraits du rapport 2011

Droits des peuples indigènes

L'absence d'application de la loi d'urgence nationale de 2006 est toujours préoccupante. Elle suspendait momentanément l'exécution des ordres d'évacuation et d'expulsion de communautés indigènes de leurs terres traditionnelles tant qu'une étude adéquate sur le plan nationale ne serait pas effectuée.

En novembre, 400 agents de police ont violemment dispersé des membres de la communauté indigène toba qom qui avaient coupé une route en signe de protestation contre les plans de construction d'une université sur leurs terres traditionnelles. La police a aussi incendié les logements provisoires de la communauté. Lors des incidents au moins un policier et un membre de la communauté indigène ont perdu la vie.

2 – 2 *Les touristes françaises assassinées[en juillet 2011 près de Salta] enquêtaient sur des détournements de fonds destinés aux aborigènes du Nord argentin (Agence Rodolfo Walsh, 29.08.11)*

[...] "Dans les milieux des chercheurs et des organisations d'aide aborigéniste auxquels étaient liés les deux enseignantes françaises assassinées dans la localité de San Lorenzo, on a la ferme conviction que dans la province de Salta un processus d'extermination des populations aborigènes du Chaco de la province est en cours, dont l'objectif est de faciliter un large mouvement rapide d'appropriation des terres habitées afin d'y faire la production intensive du soja", selon le portail d'informations local "Salta 21" (<http://www.salta21.com.ar/>).

2 – 3 *Tucumán les Quilmes ne connaissent pas la paix. Menaces de nouveaux dépouillements (Argenpress, 04.07.11) [...]*

La Cour suprême de la province avait demandé le dossier concernant des mesures sur le territoire des Quilmes pour étudier une demande de sanctions disciplinaires sollicitées par

⁷ Respectivement, le choix n'est pas anodin, un trotskiste et une anarchiste.

l'organisation Andhes contre le juge de Paix de Colalao del Valle, Adolfo Salazar. Vu que l'affaire est suivie par le juge Juan Carles Peral, l'évacuation semble à nouveau imminente. Pour la quatrième fois en deux ans, la communauté indienne Quilmes est en danger. La procédure judiciaire en cours depuis plus de deux ans est maintenue contre ce peuple. [...]

"En tant qu'Andhes nous condamnons énergiquement l'attitude des fonctionnaires qui continuent à permettre et à véhiculer des violations contre la communauté indienne Quilmes, tout en pressant dans l'urgence les autorités provinciales à intervenir, du fait que la responsabilité internationales pour non respect de la norme d'application aux peuples indigènes, retombe sur l'État.

2 – 4 Communauté indigène toba qom La Primavera "Nous avons tous gagné!" Il s'agit du cas cité par Amnesty International et couvert par Argentine info [Argentine info, n° 58 59, 15.04.11, 1 – 4 ; n° 60 61, 18.05.11, 1 - 3).

Nora Cortiñas, Mère de la place de Mai, Línea Fundadora, a déclaré à la fermeture des urnes "Nous avons tous gagné!" La communauté, pour la première fois, a pu participer à des élections transparentes. Et la communauté a pu choisir comme autorité son leader Félix Díaz.

Depuis des années nous cherchons à ce que notre voix soit entendue, que les autorités provinciales cessent leurs pressions. En 2008 nous avons aussi élu Félix Díaz comme notre autorité mais le gouvernement provincial [kirchneriste] annula illégalement les élections. Nous avons présenté une requête de prise en compte de nos vœux, mais ce fut inutile, la Province nous a même menacés de sanctions pour avoir fait ces élections.



Nous avons dû beaucoup lutter, passer quatre mois à couper une route, à subir la répression provinciale, les coups, les accusations infâmes de viol d'une femme policière, des arrestations, l'incendie de nos demeures, des charges judiciaires inventés.... Et la mort de notre frère Roberto López il y a 7 mois et 3 jours.

Et néanmoins, la conviction que nous avons raison, que nous étions victimes d'un système pervers et mensonger nous a donné la force de continuer à réclamer⁸.

Nous sommes allés à Buenos Aires dans l'espoir que notre clameur serait entendue. Mais cela nous a coûté énormément:

conférences de presse, grève de la faim, barrage sur l'avenue 9 Julio [une des plus larges de la capitale], des mesures d'intervention de la Commission Inter américaine des Droits de l'homme, etc.

Par chance, finalement, des pourparlers ont commencé avec les gouvernements national et provincial. Nous y avons exposé comme premier point notre réclamation de notre territoire assujéti à des parcs nationaux, [...] Mais comme le gouvernement provincial a amené ses dirigeants indigènes [corrompus] de la communauté et de l'ICA [sans doute Institut de colonisation agraire], nous avons dû accepter de définir la représentativité avant de commencer à parler de la question territoriale.

Arriver aux élections d'hier a été un autre chemin très dur où nous avons démontré notre énorme vocation de dialogue face aux offenses, aux insultes et aux alliances. Réunis en assemblée communautaire, nous avons demandé que les élections se fassent le 4 juin, en respectant notre mécanisme ancestral, une norme indigène reconnue sur les plans international et national. Mais on nous a imposé le vote secret et avons dû le faire à l'encontre de notre conviction car nous savions que la vérité est de notre côté et que c'était la seule façon de le démontrer lors d'élections organisée par le gouvernement national et contrôlées par des organismes des Droits humains. [...]

Nous dénonçons une fois de plus l'opération montée par le gouvernement provincial pour acheter notre volonté. Les trois maires des villages voisins, Laguna Blanca, Nainck et Siete Palmas, en personnes ont parcouru en camionnettes la communauté en disant aux gens qu'on votait le modèle de la province, non pas pour Cristino Sanabria [autre candidat indigène, vendu aux K] mais pour le

⁸ Bel exemple de ténacité des peuples originaires, exprimée par eux-mêmes.



gouverneur [K] Gildo Insfrán. Ils ont également dit que si on ne votait pour le candidat de la province on nous retirerai les plans sociaux. [...] Un mécanisme typique de la province de Formosa avant une élection⁹. [...]

Mais hier grâce au travail des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur du gouvernement national¹⁰, organisateurs des élections et des organismes de Droits de l'homme qui ont travaillé infatigablement en surveillant et en réclamant chaque fois qu'une tentative de fraude surgissait, nous avons réussi à faire savoir que **FÉLIX DÍAZ EST NOTRE LEADER ET NOUS EN SOMMES FIERS.**

Nous avons triomphé par 610 voix contre 369 (et 5 votes blancs). [...]

Nous voulons remercier les nombreuses personnes qui nous ont aidés sur ce dur chemin!

Et les organismes de Droits de l'homme, surtout les personnes les représentant, qui ont eu des moments très difficiles:

Adolfo Pérez Esquivel (SERPAJ)

Nora Cortiñas (Mère de la place de Mai línea fundadora)

Mirta Baravalle (Mère de la place de Mai línea fundadora)

CELS, APDH, CTA, Défenseur du peuple du gouvernement national, Secrétariat de défense générale de la Nation [...]

Nous répétons encore que nous ne sommes ni pour l'opposition ni pour le gouvernement national, nous ne luttons contre personne mais en faveur du respect de nos droits.

La semaine prochaine nous serons à Buenos Aires pour reprendre le travail avec les autorités nationales et provinciales sur les sujets territoriaux qui sont ceux qui nous intéressent.

¡Qalota Ñachek!

26.06.11 (http://comunidadlaprimavera.blogspot.com/2011_06_01_archive.html).

Ce site donne le 4 septembre une coupure de presse du même jour indiquant l'arrestation de deux policiers impliqués dans l'affaire *La Primavera* (assassinat de Roberto López).

⁹⁹ C'est le système électoral argentin, nullement remis en cause par les partis et les médias, puisqu'il est identique pour tous les gouverneurs de province, quelle que soit leur étiquette, trouble et fluctuante dans des nombreux cas.

¹⁰ Il apparaît des gens « normaux » là où on en attend le moins !